

CONJONCTURE

PAYS DE LA LOIRE

MAI 2023 N° 17

Tous secteurs avril 2023

édition du 15/05/2023

Météo : un mois doux et pluvieux

En mars, la température moyenne (9,9 °C) est supérieure de 1,1 °C à la normale. Le soleil brille moins que la normale (- 15 %). Les pluies bénéfiques ont arrosé l'ensemble de la région (+ 71 %). Les sols au 1er avril se sont humidifiés sur l'ensemble de la région.

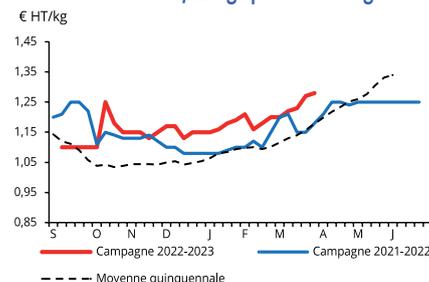
Source : météociel

Les normales saisonnières sont calculées sur les années 1991-2020 depuis juillet 2022

Fruits : fin de campagne prématurée

En mars, l'ambiance commerciale reste morose sur le marché de la pomme. Les prix des produits les plus sollicités atteignent des niveaux jamais égalés qui, dans le climat social tendu, détournent le consommateur du rayon fruits et légumes. Les exportations se réduisent considérablement. La faible tenue de la marchandise renforce la volonté des opérateurs de se concentrer sur le marché intérieur. Les poires françaises se font plus rares. La Conférence d'origine française est majoritaire sur l'offre en petits calibres.

POMME Gala Expédition Centre-Ouest puis France à compter de la semaine 40 cat I 170/220 g - plateau 1 rang



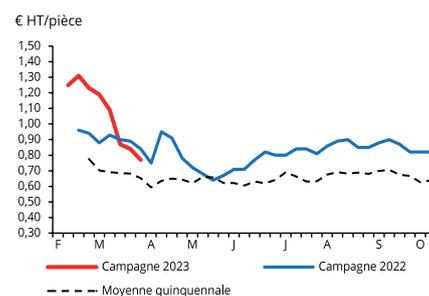
Source : FranceAgriMer - RNM

Légumes : offre parfois déficitaire hormis en concombre et mâche

Pendant la première décennie de mars, l'offre de radis peine à couvrir la demande. La qualité est assez hétérogène. Les prix progressent. Mi-mars, les disponibilités s'étoffent et les échanges sont plus laborieux. La fin de campagne précoce en poireau permet une revalorisation des prix. Les volumes disponibles de tomates s'accroissent. Le marché perd en fluidité dans la seconde quinzaine pour les variétés anciennes et cerises. La production croissante de concombre et la demande maussade conduisent à la baisse des cours, sensible la dernière semaine. En début de mois, l'offre de mâche permet

d'honorer les contrats. Les surplus sont écoulés sur le marché libre. Les disponibilités excédentaires dans la seconde partie du mois conduisent à des destructions de parcelles. La campagne ligérienne de salades sous abri démarre tardivement. Le marché est serein et les cours sont très satisfaisants. Le manque de disponibilité s'accroît en oignon jaune. Les opérateurs rationnent leurs expéditions pour tenir leurs engagements. Les prix sont revalorisés. L'activité commerciale de l'échalion est faible. L'entrée en campagne de l'asperge est timide avec une faible production.

Concombre Expédition Pays de la Loire Cat I cal 400-500 g colis de 12 pièces



Source : FranceAgriMer - RNM

Céréales : la forte baisse du cours du blé entraîne celle du maïs

Après un mois de février très sec, le retour des pluies à partir de la deuxième semaine de mars est très bénéfique aux sols et aux cultures ; cette humidité favorise également une bonne valorisation des apports d'azote par les plantes.

Plusieurs facteurs expliquent la chute du cours du blé :

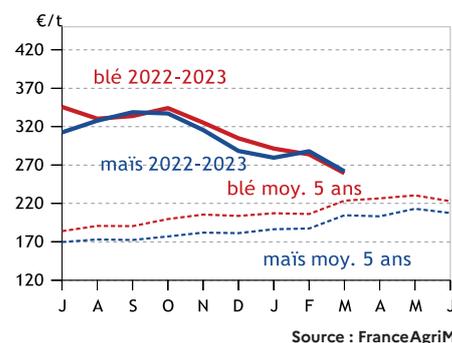
- les stocks importants des principaux pays exportateurs ;
- la décision de la Russie, premier exportateur mondial de blé, de baisser ses prix afin de gagner des parts de marché ;
- l'aggravation du contexte économique incertain, due aux faillites de trois banques étasuniennes et

aux difficultés du Crédit Suisse ;
- les ventes conséquentes des fonds spéculatifs sur les marchés à terme du blé qui accentuent le mouvement baissier.

En un mois, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen dévise de 25 € ; à 259 €, il atteint pratiquement son plus bas niveau depuis septembre 2021, et pour de nombreux agriculteurs français il est inférieur au coût de production du blé de la récolte 2023.

De son côté, à 262 € la tonne, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux plonge de 26 €. Pour le deuxième mois consécutif, le cours du maïs est légèrement supérieur à celui du blé.

Blé tendre rendu Rouen - Maïs rendu Bordeaux



Source : FranceAgriMer

Viticulture : dégâts localisés et hétérogènes du gel début avril

Les températures et la pluie permettent aux vignes de poursuivre leur développement végétatif. Un épisode de gel intervient dans la nuit du 4-5 avril : conjonction d'un gel radiatif avec une humidité de l'air entre 90 à 100 % qui couvre les bourgeons de givre et des températures entre - 2,5 et - 3°C majoritairement. Des parcelles sont descendues jusqu'à - 5°C localement. Quelques dégâts de gel sont donc visibles, très variables selon les secteurs et l'avancement des parcelles au moment du gel.

Les variations intra-parcellaires rendent difficile l'estimation des dégâts.

Au 20 avril, les parcelles atteignent ou dépassent le stade «éclatement du bourgeon». Les parcelles les plus avancées atteignent 3-4 feuilles étalées, les plus tardives ou les plus impactées par le gel sont au stade repos d'hiver.

Le temps humide favorise le développement de maladies (excoriose, mildiou, oïdium...), ce qui nécessite une surveillance accrue.

IPAMPA : baisse de l'ensemble des coûts

En février 2023, l'indice du prix d'achat des intrants diminue (- 1,1 %) malgré une croissance de 10,7 % sur un an. Le prix de l'énergie décroît de 3,4 % et s'établit à + 8,8 % en année glissante. Le prix des engrais reflue pour le 4e mois consécutif, soit - 6 % pour ce mois, avec une hausse de 7,4 % sur un an. Le prix des aliments pour animaux baisse pour la 1ère fois en 2 ans (- 0,3 % sur le dernier mois et + 20,2 % en glissement annuel).

Champ INSEE France entière

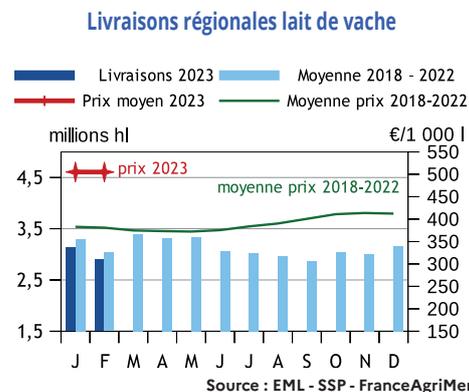
Lait de vache : livraisons en berne

En février, la tendance est toujours baissière pour la collecte laitière ligérienne (- 3,4 % sur un an). En Vendée, le recul atteint même près de 9 % sur la période. Les stocks fourragers sont au plus bas tandis que la baisse du cheptel s'accroît. La hausse des prix du lait n'arrive pas à enrayer le recul de la collecte. La valorisation du lait payé au producteur (505 €/1 000 l) gagne 20,5 % entre février 2022 et 2023.

Les livraisons de lait bio sont en progression de 1,1 % par rapport à celles de février 2022. Toutefois, le niveau de collecte ralentit au regard de celui observé

des campagnes précédentes à période comparable. En effet, la baisse notable de la consommation de produits bio se poursuit et commence à influencer sur l'amont de la filière. De son côté, le prix moyen payé au producteur (522 €/1 000 l) se redresse et affiche une hausse de 7,7 % sur un an en février. Après avoir été chahutés en 2022, les cours sont tirés à la hausse par le contexte inflationniste.

Dans les fabrications de produits laitiers, celles de beurre, de crème fraîche et de poudre de lait sont favorisées au détriment de celles de fromages.

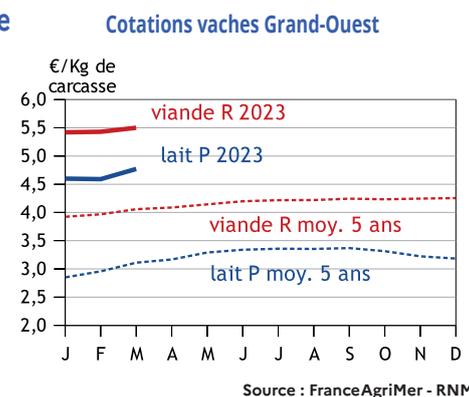


Viande bovine : cotations élevées, production qui peine à satisfaire la demande

En raison de disponibilités limitées, toutes les catégories bovines affichent des niveaux de prix inhabituels, tendanciellement en hausse pour les gros bovins, finis ou maigres, et assez stables pour les veaux de boucherie. Les cotations enregistrées en mars, et plus globalement depuis le début de l'année, se révèlent fermes et supérieures à celles observées en 2022 et au cours des années précédentes.

Les abattages régionaux des deux premiers mois de l'année sont un peu supérieurs à ceux de 2022 pour les gros bovins (+ 3 % environ), mais en retrait par rapport aux valeurs moyennes des cinq années

précédentes (de l'ordre de - 7 %). Parallèlement, l'érosion des abattages régionaux de veaux de boucherie se confirme. Cette baisse tendancielle des volumes abattus, et des cheptels, traduit la décapitalisation bovine en cours depuis des années. Dans ce contexte tarifaire, les éleveurs doivent composer avec des coûts de production élevés liés à la période inflationniste actuelle. Pour autant, la consommation de viande bovine se tient et pour y répondre, les importations de viande bovine augmentent avec pour corollaire une dégradation du solde du commerce extérieur de la branche bovine.



Viande porcine : les cours en forte hausse

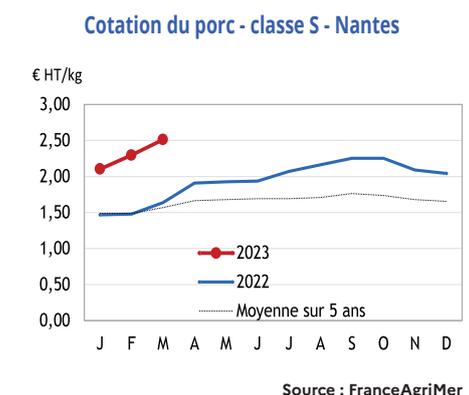
En mars, les cours du porc charcutier classe S commission Nantes atteignent une valeur moyenne de 2,51 €/kg et 2,57 €/kg à la fin du mois. La rentabilité des élevages est améliorée, l'indicateur de marge brute naisseur engraisseur bondit de 30 % en un mois. Les autres pays européens connaissent des cours en hausse, du fait d'une offre insuffisante. Au cours des deux premiers mois de l'année, les abattages régionaux de porcs charcutiers baissent de 14,6 % en poids par rapport à ceux de la période comparable de 2022, l'évolution nationale est moins défavorable (- 7,3 %).

En janvier 2023 par rapport à janvier 2022,

l'exportation de viandes et de préparations de viande diminue en volume (- 10,9 %, - 5,6 ktec). Le volume des importations baisse également (- 3,9 %, - 2,1 ktec).

La consommation totale de porc en volume (calculée par bilan) continue à ralentir : en janvier 2023 (sur douze mois glissants), la croissance n'est plus que de 0,8 %. L'inflation freine les achats de viande.

Les producteurs de porcs restent confrontés aux prix élevés des matières premières. En février 2023, le prix de l'aliment pour porcins se maintient à un niveau élevé (+ 19,5 % en année glissante).



Volailles et œufs : reconstitution progressive de la filière

Début 2023, la 2e vague de grippe aviaire se termine avec quelques cas de foyers d'Influenza aviaire sporadiques. L'épidémie se réduit progressivement, grâce au renforcement des mesures de gestion et à la réduction des densités de volailles. La stabilisation de l'épizootie en élevage permet un repeuplement progressif. Des indemnités sont en cours pour accompagner la filière avicole dans sa reconstruction.

La crise entraîne un effet retard, avec un abattage pour la consommation réduit en ce début d'année 2023 : - 26 % en janvier et - 34 % en février par rapport

aux mois correspondants de l'année précédente. Le recul est marqué pour les canards, premiers touchés par la grippe aviaire : - 60 % en janvier et - 72 % en février. Les dindes, les pintades et les poulets sont un peu moins touchés, avec tout de même un retrait respectivement de 32, de 30 et de 27 % en février.

La baisse du coût de l'aliment pour les volailles se poursuit début 2023, pour revenir en mars au niveau de mars 2022. Les prix à la production semblent avoir atteint un plafond pour les volailles. Le prix de gros des œufs continue de monter, gagnant 5 % entre février et mars 2023.

